

Arrêté n° 2354 CM du 16 décembre 2024 portant mesures d'application de la loi du pays n° 2014-30 du 4 octobre 2024 relative aux aides en faveur des pensions de famille

(NOR : SDT24203345AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°153 N du 20/12/2024 à la page 25261 dans la partie ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 20/12/2024

- ▶ Chapitre Ier - Dispositifs d'aides (Art. 2 à Art. 7)
 - ▶ Section 1 - Définitions des opérations relevant des dispositifs d'aides(Art. 2 à Art. 5)
 - ▶ Paragraphe 1 - Du développement de programmes de création, de rénovation ou d'extension(Art. 2 à Art. 3)
 - ▶ Paragraphe 2 - Du développement d'activités de loisirs(Art. 4)
 - ▶ Paragraphe 3 - De la mise en conformité(Art. 5)
 - ▶ Section 2 - Travaux et équipements portant sur la performance environnementale ou l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (Art. 6)
 - ▶ Section 3 - Exclusion de la base éligible aux aides(Art. 7)
- ▶ Chapitre II - Modalités de dépôt et d'instruction des dossiers de demande d'aides(Art. 8 à Art. 11)
- ▶ Chapitre III - Obligations du bénéficiaire (Art. 12 à Art. 17)
- ▶ Chapitre IV - Modalités de versement de l'aide et contrôle de son utilisation(Art. 18 à Art. 20)
- ▶ Chapitre V - Remboursement de l'aide(Art. 21 à Art. 24)

Le Président de la Polynésie française,
 Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
 Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;
 Vu la loi du pays n° 2024-30 du 4 octobre 2024 relative aux aides en faveur des pensions de famille ;
 Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er

Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions et modalités d'application de la loi du pays n° 2024-30 du 4 octobre 2024 relative aux aides en faveur des pensions de famille.

CHAPITRE IER - DISPOSITIFS D'AIDES

SECTION 1 - DÉFINITIONS DES OPÉRATIONS RELEVANT DES DISPOSITIFS D'AIDES

PARAGRAPHE 1 - DU DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES DE CRÉATION, DE RÉNOVATION OU D'EXTENSION

Art. 2

I. Sont éligibles à l'aide au développement les travaux portant sur les programmes de création, de rénovation ou d'extension des unités d'hébergement et des locaux et espaces communs réservés à la clientèle des pensions de famille définis comme suit :

- a) Les programmes de création consistent en des travaux de constructions de bâti neuf ou des travaux de transformation de constructions existantes en pension de famille ;
- b) Les programmes de rénovation de constructions existantes consistent en des travaux d'amélioration ou de réhabilitation intérieure et/ou extérieure des constructions ;
- c) Les programmes d'extension de constructions existantes consistent en l'adjonction de nouvelles structures en vue d'augmenter la capacité réceptive ou d'améliorer les prestations de la pension de famille.

II. Les travaux mentionnés au I du présent article peuvent inclure l'acquisition d'appareils ménagers et de mobiliers liés au projet. Dans ce cas, l'aide correspondante ne peut dépasser 50 % du montant total de l'aide accordée.

Art. 3

Les programmes de création ou d'extension des pensions de famille constituées d'au moins dix (10) unités d'hébergement au jour de la demande doivent être conformes aux dispositions de l'article A 132-10 du code de l'aménagement.

PARAGRAPHE 2 - DU DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS DE LOISIRS

Art. 4

Sont éligibles à l'aide au développement d'activités de loisirs les acquisitions d'équipements neufs destinés aux activités de loisirs au profit de la clientèle des pensions de famille.

PARAGRAPHE 3 - DE LA MISE EN CONFORMITÉ

Art. 5

I.- Sont éligibles à l'aide à la mise en conformité les travaux de mise en conformité des constructions et équipements existants des pensions de famille en activité, avec les normes et réglementations applicables en matière de sécurité des établissements recevant du public. Les travaux portent sur les installations électriques, les installations à gaz et les moyens de secours contre l'incendie.

II.- Les travaux mentionnés au I du présent article peuvent inclure des études nécessaires établies par des organismes ou personnes agréés au sens de l'article LP. 31 de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée.

SECTION 2 - TRAVAUX ET ÉQUIPEMENTS PORTANT SUR LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE OU L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

Art. 6

En application de l'article LP. 4. III de la loi du pays mentionnée à l'article 1er, les programmes mentionnés aux paragraphes 1er et 2 de la section 1 du présent chapitre peuvent porter sur des travaux et équipements destinés à répondre aux critères de performance environnementale ou d'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Il s'agit notamment des opérations suivantes :

1° Des travaux et équipements participant à la performance environnementale relatifs

a) À l'utilisation d'énergies renouvelables :

- énergie solaire : équipements photovoltaïques, équipements solaires thermiques à basse température, équipements solaires thermiques à haute température ;

- énergie éolienne : équipements de production électrique éolienne ;

- énergie hydraulique et marémotrice : équipements de production d'hydroélectricité ;

b) À la gestion de l'eau et des déchets :

- gestion de la ressource en eau : système de traitement des eaux usées (recyclage), équipements dédiés à la récupération des eaux de pluie, fontaine à eau atmosphérique ;

- traitement des déchets : équipements dédiés au tri sélectif, installation d'un système de compostage ;

2° Des travaux et équipements participant à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :

- l'aménagement des espaces communs ;

- la construction de cheminements utilisables et accessibles aux personnes à mobilité réduite ;

- a construction d'une unité d'hébergement aménagée pour être utilisable et accessible aux personnes à mobilité réduite ;

- l'acquisition d'équipements spécifiques pour personnes à mobilité réduite (rampe d'accès, fauteuil roulant, déambulateur...).

SECTION 3 - EXCLUSION DE LA BASE ÉLIGIBLE AUX AIDES

Art. 7

Sont exclus de la base éligible aux aides :

- le coût de l'emprise foncière sur laquelle la pension de famille est établie ;

- le coût des constructions et des équipements dédiés à l'habitation principale de l'exploitant et/ou non affectés à l'usage exclusif de la clientèle ;

- le coût des appareils ménagers et du mobilier lorsque ceux-ci ne sont pas intégrés à un programme de création, de rénovation ou d'extension ;

- le coût des matériaux ou des immobilisations corporelles neuves importées directement lorsque leur production par des entreprises établies en Polynésie française est possible.

CHAPITRE II - MODALITÉS DE DÉPÔT ET D'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE DEMANDE D'AIDES

Art. 8

Les demandes d'aides financières instituées par la loi du pays mentionnée à l'article 1er sont instruites par le service en charge du tourisme sur présentation du formulaire spécifique dûment complété, signé et accompagné des documents sollicités.

Art. 9

Le dossier est transmis par voie électronique ou déposé directement auprès du service en charge du tourisme par l'exploitant de la pension de famille ou son représentant légal s'il s'agit d'une personne morale.

Art. 10

I. Pour être recevables, les formulaires doivent :

- être établis au nom de la personne physique ou morale qui sollicite l'aide ;
- mentionner l'adresse physique, l'adresse postale, le courriel et le contact téléphonique, le numéro Tahiti du demandeur ;
- mentionner les obligations prévues par l'article LP16 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er auxquelles s'engage le demandeur.

II. Ils doivent être dûment complétés et accompagnés des documents et informations suivants :

- a) La pièce d'identité de l'exploitant ;
- b) Le cas échéant, des photos du site ou des installations existantes ;
- c) La description du programme d'investissement indiquant notamment :
 - sa localisation,
 - le coût prévisionnel du projet,
 - les taux d'occupation prévisionnels,
 - le cas échéant, le taux d'occupation des trois années précédant la demande,
 - l'impact du projet en terme économique et social, avec le cas échéant, l'indication du nombre d'emplois salariés créés et/ou envisagés au jour de la demande,
 - les points forts de l'établissement,
 - le marché visé, les tarifs et les modes de commercialisation,
 - le détail du parcours et des références professionnelles de l'exploitant ;
- d) Les factures pro formas ou les devis correspondant au coût prévisionnel du projet ;
- e) Le plan de financement du projet ;
- f) Les attestations de financement bancaire, de disponibilité de fonds propres ou de toute autre source de financement ;
- g) Le compte de résultat prévisionnel sur douze mois ;
- h) Le relevé d'identité bancaire ou postal ;
- i) Le permis de construire lorsqu'il est obligatoire pour les travaux envisagés ;
- j) Le cas échéant, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public ou privé de la Polynésie française ;
- k) Les attestations relatives aux qualifications ou certifications exigées pour les prestations d'activités de loisirs au profit de la clientèle.

III. Lorsque le demandeur est en activité depuis plus d'un an à la date de la demande, les documents suivants doivent également être fournis :

- les bilan et compte de résultat ou la liasse fiscale du dernier exercice clos ;
- les ordres de recettes des salariés remis par la Caisse de prévoyance sociale, des deux mois précédant le mois de dépôt de la demande d'aide ou l'attestation de non inscription au registre des employeurs ;
- les attestations de régularité au regard des obligations fiscales délivrées par la direction générale des finances publiques et par la direction des impôts et des contributions publiques.

IV. Lorsque le demandeur est une personne morale, les documents suivants doivent également être fournis :

- les statuts à jour et la composition des organes dirigeants ;
- le procès-verbal de la séance au cours de laquelle le programme d'investissement ou son budget ont été adoptés.

V. Lorsque le montant de l'aide au développement de programmes de création, de rénovation ou d'extension accordé n'a pas atteint la limite du montant plafond de 10 000 000 F CFP (dix-millions de francs CFP), sans préjudice des éléments requis aux III et IV du présent article, le bénéficiaire qui sollicite un complément dans les conditions fixées par l'article LP. 5 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er doit fournir les documents et informations relatifs au programme d'investissement complémentaire suivants :

- a) La description du programme ;
- b) Le coût prévisionnel du programme ;
- c) Les factures pro forma ou les devis correspondant au coût prévisionnel ;
- d) Le plan de financement du programme ;
- e) Les attestations de financement bancaire, de disponibilité de fonds propres ou de toute autre source de financement ;
- f) Le permis de construire lorsqu'il est obligatoire pour les travaux envisagés ;
- g) Le cas échéant, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public ou privé de la Polynésie française.

Art. 11

Dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande, le service en charge du tourisme vérifie la complétude du dossier, et en informe le demandeur. À défaut, il réclame la production de documents ou informations manquants que le demandeur doit fournir dans un délai de six mois. En l'absence de fourniture des éléments demandés à l'issue de ce délai, la demande est réputée rejetée et le dossier est retourné au demandeur.

Tout dossier complet fait l'objet d'un récépissé de dépôt de dossier complet de demande d'aide remis au demandeur. Ce récépissé ne vaut pas promesse d'attribution de l'aide sollicitée.

Le service en charge du tourisme peut solliciter à tout moment toutes informations ou documents complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

CHAPITRE III - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Art. 12

Le bénéficiaire d'une aide versée au titre du présent arrêté peut commencer les travaux ou acheter les équipements neufs liés au projet dès réception du récépissé de dépôt de dossier complet de demande d'aide, et au plus tard dans le délai d'un an à compter de la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide. En cas de non-respect de ce délai, l'arrêté d'attribution est réputé caduc.

Art. 13

Le bénéficiaire est tenu de réaliser la totalité des travaux ou d'acquérir la totalité des équipements ayant fait l'objet de l'aide.

La réalisation des travaux doit être effectuée dans le délai maximal de deux ans à compter de la date de leur commencement. Sur demande justifiée du bénéficiaire, ce délai peut être prorogé par l'autorité compétente, une fois et pour une durée maximale de deux ans. Cette demande doit parvenir au service en charge du tourisme au moins deux mois avant l'expiration du délai.

Art. 14

Tout bénéficiaire d'une aide doit suivre le programme de formation mis en place par le service en charge du tourisme dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide.

Art. 15

Lorsqu'il détient un récépissé attestant du dépôt d'un dossier complet de demande de classement, le bénéficiaire de l'aide doit finaliser la procédure de classement de son hébergement touristique conformément à la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée.

Art. 16

Le bénéficiaire de l'aide au développement de programmes de création, de rénovation ou d'extension des pensions de famille ou de l'aide au développement d'activités de loisirs doit justifier du respect de la durée d'exploitation minimale de son établissement prévus par l'article LP. 16 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er.

Pour cela, au cours du mois de juillet de chaque année qui suit le versement de la dernière tranche de l'aide, il est tenu de produire les bilan et compte de résultat ou la liasse fiscale du dernier exercice clos.

Art. 17

I. Conformément à l'article LP. 16 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er, le bénéficiaire de l'aide au développement de programmes de création, de rénovation ou d'extension des pensions de famille s'engage au maintien ou à la création d'emploi au sein de son établissement. Cette obligation est remplie par l'emploi d'au moins un salarié, à temps partiel ou à temps plein, pendant des périodes cumulées d'au moins six mois, chaque année.

Cette obligation doit être remplie au cours de la période de cinq ans qui suit l'octroi de l'aide, au plus tard à partir de la troisième année. Toutefois, un report d'un an peut être accordé sur demande de l'exploitant lorsque la situation financière de son entreprise, justifiée par ses comptes d'exploitation, le motive.

II. Sur demande du service en charge du tourisme, le bénéficiaire de l'aide est tenu de fournir un état des emplois salariés de la pension de famille, accompagné des ordres de recettes des salariés remis par la Caisse de prévoyance sociale.

III. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux exploitants de pensions de famille constituées :
- de moins de quatre unités d'hébergement si la pension de famille est située sur les îles de Tahiti, Moorea ou sur les îles de l'archipel des îles Sous-le-Vent ;
- de moins de cinq unités d'hébergement si la pension de famille est située sur une autre île.

CHAPITRE IV - MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE ET CONTRÔLE DE SON UTILISATION**Art. 18**

Les aides sont versées en deux tranches :

- 50 % sur présentation des factures acquittées justifiant du commencement des travaux ou de l'achat d'équipements ;
- le solde du montant de l'aide sur présentation de la totalité des factures acquittées, de photos et d'une attestation sur l'honneur du bénéficiaire de la réalisation du projet et de sa conformité avec les caractéristiques mentionnées dans l'arrêté d'attribution.

Ces modalités de versement sont également applicables au versement du complément prévu par l'article LP. 5 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er.

Art. 19

Les travaux et achats effectués avant la remise du récépissé de dépôt de dossier complet de demande d'aide ne sont pas pris en compte dans les dépenses éligibles aux dispositifs d'aides.

Toutefois, les frais d'études liés au diagnostic des travaux à effectuer dans le cadre du dispositif d'aide à la mise en conformité des installations peuvent être inclus dans le montant hors taxe de l'assiette éligible lorsqu'il est justifié que ce diagnostic a été accompli dans les six mois précédant la date du dépôt de dossier complet de demande d'aide.

Art. 20

Le service en charge du tourisme est chargé de contrôler l'utilisation conforme des sommes versées et le respect de ses obligations par le bénéficiaire.

À ce titre, il peut à tout moment exiger du bénéficiaire la fourniture de tous documents permettant d'en justifier, notamment les factures acquittées, les photos des travaux en cours et/ou achevés ou des équipements acquis, les ordres de recettes des salariés remis par la Caisse de prévoyance sociale ou l'attestation de non-inscription au registre des employeurs. Il peut également organiser une visite en présence du bénéficiaire ou son représentant.

CHAPITRE V - REMBOURSEMENT DE L'AIDE

Art. 21

Le remboursement total de l'aide versée est exigé dans les cas suivants :

1° En cas de non-emploi, d'emploi partiel ou d'emploi non conforme à l'objet des aides versées, notamment :

a) Lorsque l'affectation des crédits octroyés a été modifiée sans autorisation préalable et écrite de l'autorité compétente ;

b) En l'absence de justification de l'utilisation conforme de l'aide octroyée à l'arrêté attributif ;

2° En cas de fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ou dans la production des documents justifiant la dépense réalisée ;

3° Lorsque les opérations ont été subventionnées au-delà des taux autorisés ;

4° Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre au contrôle de l'administration compétente pour vérifier la conformité de la réalisation du projet avec les caractéristiques mentionnées dans l'arrêté d'attribution ;

5° En cas de non-respect de l'interdiction de cumul des aides prévues par l'article LP. 8 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er ;

6° Lorsque le bénéficiaire refuse de suivre le programme de formation prévu par l'article LP. 16 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er ;

7° Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas son engagement de finaliser la procédure de classement de sa pension de famille dans les conditions prévues par l'article LP. 16 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er ;

8° En cas de non-respect par le bénéficiaire de son engagement d'exploiter la pension de famille pendant au moins 10 ans ou 5 ans conformément à l'article LP. 16 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er ;

9° En cas de non-respect par le bénéficiaire de son engagement de maintenir ou créer de l'emploi salarié au sein de son établissement conformément à l'article LP. 16 de la loi du pays mentionnée à l'article 1er.

Art. 22

Lorsque le service en charge du tourisme envisage de demander le remboursement total de l'aide, il en informe le bénéficiaire par écrit, en donne les motifs, le montant du remboursement prévu et l'invite à présenter ses observations écrites dans un délai de quinze jours.

Passé ce délai, l'autorité compétente peut, par décision motivée, demander le remboursement de l'aide à hauteur du montant indiqué dans l'écrit prévu à l'alinéa précédent.

Art. 23

L'arrêté n° 2467 CM du 29 novembre 2018 est abrogé.

Art. 24

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 décembre 2024.

Moetai BROTHERSON